



### Informations du Guatemala

Année 2 / n°71

du 4 au 10 mai 1984

#### POLITIQUE

=====

- Destitution du Président de la Cour Suprême
- Crises et démissions
- Réactions politiques devant cette destitution
- Conseil de l'Ordre des Avocats : "Il n'y a pas de légalité"
- Aide économique, Droits de l'Homme et élections : Mme KIRKPATRICK
- Le Département d'Etat recommande l'aide militaire et économique
- " Des élections libres au Guatemala : impossible" (PSD)
- Un dirigeant paysan déclare: "Il n'y a pas de démocratie sans liberté."
- Violence envers les hommes politiques
- Détérioration des institutions de l'Etat.
- Des réunions politiques avec port d'armes

#### INSURRECTION

=====

- Vingt six morts dans la police

#### DROITS DE L'HOMME

=====

- Descente de troupes dans un village: 8 victimes
- Les tribunaux spéciaux saisis de demandes de révision de sentences
- Séquestrations d'universitaires
- La violence officielle continue

#### REFUGIES

=====

- "Ce sont les Kaibiles" dit un survivant blessé
- Explications officielles contradictoires
- Protestation au Mexique
- Le gouvernement du Guatemala décline toute responsabilité
- Le Mexique transfèrera les réfugiés.



Destitution du Président de la Cour Suprême.

Le chef d'état, général Oscar MEJIA VICTORES, a, le 3 mai, démis de ses fonctions, le président de la Cour Suprême de Justice, Licenciado Ricardo SAGASTUME VIDAURRE. Il a nommé à sa place Tomas BAUDILIO NAVARRO magistrat suppléant à la Cour.

Le jour précédent SAGASTUME avait envoyé un memorandum au Général MEJIA, dans lequel il exprimait que "Depuis quelque temps, il est de plus en plus difficile à cet organisme judiciaire d'exercer ses fonctions et tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'empêcher ou de sanctionner des abus commis par des militaires ou par des représentants des différentes administrations."

Après sa destitution, SAGASTUME VIDAURRE s'est plaint d'avoir été l'objet de pressions de la part de hauts chefs militaires et de la police qui agissent à l'encontre de l'indépendance des tribunaux de justice. Il a signalé des cas de corruption administrative dans les Ministères des Communications et des Finances et dans la police nationale.

A ce sujet, le général MEJIA VICTORES a déclaré le 9 mai: "Ces déclarations ne sont pas graves, il n'y a rien à ajouter à cette affaire, parce qu'en ce qui me concerne, c'est du passé."

Le 11 avril dernier, contre l'avis de l'exécutif, l'organisme judiciaire a examiné les 157 recours de présentation personnelle que la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) leur a soumis à examen.

A cette occasion Ramon Zelada, porte parole gouvernemental, a affirmé que les autorités judiciaires n'auraient pas dû donner cours à ces demandes présentées par la CDHD.

Selon certaines sources bien informées, le nouveau président de la Cour Suprême est un ami personnel du général MEJIA.

Crises et démissions

Au 8 mai, pour manifester leur désaccord avec la décision du gouvernement, 16 fonctionnaires de l'organisme judiciaire, parmi lesquels plusieurs ministres de la Cour Suprême et de la Cour d'Appel avaient démissionné de leurs fonctions par solidarité avec le président destitué.

Selon des informations de même provenance on assure que plusieurs juges de Première Instance et de Paix donneraient aussi leur démission pour protester contre le manque d'indépendance de la Justice.

Réactions politiques devant cette destitution

Le 4 mai Aciscle VALLADARES MOLINA, dirigeant du parti populiste a affirmé que ".on l'a remercié comme un simple subalterne". Il s'est indigné devant cette attitude qu'il a qualifiée de démonstration évidente de subordination du pouvoir judiciaire à la direction de l'Etat.

Marta ALTOLAGUIRRE, du Comité Politique de l'Alliance Nationale Progressiste a elle aussi affirmé qu'une telle mesure envers une personne soucieuse de préserver l'indépendance de la loi consacre le peu de cas qui est fait de l'ouverture démocratique au point d'apparaître comme une farce.



Conseil de l'Ordre des Avocats: "Il n'y a pas de légalité".

Le 8 mai le Conseil de l'Ordre des Avocats du Guatemala s'est exprimé: " Il n'y a pas de régime légal. Nous en avons constamment l'évidence devant les violations permanentes des Droits de l'Homme et devant l'exercice du pouvoir."

L'organisation des juristes a dénoncé que les corps de police emprisonnent des personnes sans mandat d'arrêt du juge compétent et que les interventions et les pressions des militaires et des policiers sur la Cour Supême "contribuent à désorienter la population qui met en doute dès lors l'efficacité de la Justice et du Droit guatémaltèque. D'autre part l'autorité morale de l'Etat est elle-même sérieusement mise en cause."

Le 9 mai, le général MEJIA VICTORES rétorque aux juristes: " Ils peuvent émettre leur opinion comme n'importe quel citoyen". Sans autre commentaire.

Aide économique, Droits de l'Homme et élections. Mme KIRKPATRICK

Pour obtenir l'aide économique des Etats Unis le gouvernement du Guatemala devra: "corriger les abus massifs exercés au sujet des Droits de l'Homme" a affirmé le 3 mai Jeanne KIRKPATRICK ambassadeur des Etats Unis à l'ONU. "Ceci est très important pour les américains ainsi que pour notre Congrès et l'administration".

Dans une entrevue publiée au journal "El Grafico" Madame KIRKPATRICK a cependant souligné que contrairement à ce que l'on croit, les Etats Unis ont apporté au Guatemala une aide importante "En 1983, le gouvernement des Etats Unis a apporté 76,6 millions de dollars d'aide économique au Guatemala".

Et l'Ambassadeur a ajouté: "Il y en a parmi nous qui croyons que l'aide apportée au Guatemala doit être encore plus importante." Pour 1985 l'Agence Internationale pour le Développement (AID) a sollicité 96 millions de dollars.

"Cependant, à l'avenir, l'aide économique que les Etats Unis apporteront au Guatemala dépendra de la validité des élections qui auront lieu le 1er Juillet prochain.

Le Département d'Etat recommande l'aide militaire et économique

Au Guatemala les violations des Droits de l'Homme se poursuivent: séquestrations et assassinats politique. Le 2 mai Langhorne MOTLEY, Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires latinoaméricaines déclare: "Mais les Etats Unis doivent apporter de l'aide économique et militaire au régime guatémaltèque.

Dans un discours prononcé devant le sous-comité sénatorial pour les Affaires Occidentales, MOTLEY a rendu responsable le régime de LUCAS GARCIA de très grandes violations des Droits de l'Homme.

"Il est indéniable que des changements politiques importants ont eu lieu depuis 1981 a dit MOTLEY pour qui le gouvernement de MEJIA a obtenu "des résultats positifs".

"Des élections libres au Guatemala : impossible" (PSD)

"Les constantes violations des Droits de l'Homme et le manque de respect à l'opposition politique de la part du régime militaire ne permettront pas la mise en place d'élections authentiquement libres" (cf. document du Parti Socialiste Démocratique daté du 4 mai)



Le PDS, dans la clandestinité, membre de l'Internationale Socialiste, demande au gouvernement : "que cesse la répression, que soient immédiatement dissouts les groupes de répression, que soit envisagé le retour des exilés et des réfugiés". Ils veulent aussi que soient châtiés les responsables et les exécutants de la torture, des séquestrations, des disparitions, des assassinats et des massacres.

La prise de position des sociaux-démocrates exige le respect des libertés démocratiques, l'existence des forces d'opposition. Elle revendique que soient reconnus les droits d'association et syndicaux, de paysans et étudiants.

Un dirigeant paysan déclare: "Il n'y a pas de démocratie sans liberté."

Le 8 mai, lors de la Rencontre Syndicale Internationale pour la Paix à Managua Nicaragua, Carlos MARTINEZ, représentant des travailleurs temporaires des Hauts Plateaux Occidentaux du Guatemala déclare que "là où il n'y a pas de liberté de travail, il y a répression et donc pas de démocratie". Il poursuit: "Je crois que le gouvernement essaye, par tous les moyens, de se légitimer, afin de pouvoir recourir à la violence contre le peuple, non sans l'accord tacite du gouvernement nord américain."

Le dirigeant paysan affirme que tant les travailleurs de la ville que ceux de la campagne, connaissent une situation critique, produit d'une répression systématique et croissante du gouvernement contre la population.

#### Violence envers les hommes politiques

La première semaine de mai, le Parti National Renouveau a dénoncé que son dirigeant Alejandro MALDONADO AGUIRRE a reçu des menaces de mort.

En même temps, le 6 mai, au nord ouest, dans le département de Huehuetenango Juan Pablo JUMENEZ, candidat député à l'Assemblée Nationale Constituante pour le Parti Union du Centre National a été jetté en prison et violemment maltraité par les forces du gouvernement.

D'après les partis politiques qui tiennent pour responsables de ces faits les membres des forces du gouvernement, depuis le mois d'octobre 1983, il y a eu au moins 57 arrestations de dirigeants ou de responsables politiques qui ont été assassinés ou séquestrés.

#### Détérioration des institutions de l'Etat.

Le 3 mai le Parti National Renouveau (PNR) a dénoncé que la crise de l'Etat et de ses institutions est parvenue à son plus haut niveau.

Le document du PNR signale aussi: "Qu'autour de nous et quelque soit le lieu d'où l'on regarde, nous ne rencontrons que la mort, la faim, la dénutrition, l'analphabétisme, le chômage, la violence, la lutte pour le pouvoir, son mauvais usage et son abus."

"A cet instant, ajoute-t-il, nous ne devons ni ne pouvons nous taire parce que notre silence nous rendrait complices de l'angoisse et de la solitude qui nous affligent, complices d'un gouvernement fantoche, complices du martyr d'un peuple qui ne désire que la paix."



Conseil de l'Ordre des Avocats: "Il n'y a pas de légalité".

Le 8 mai le Conseil de l'Ordre des Avocats du Guatemala s'est exprimé: " Il n'y a pas de régime légal. Nous en avons constamment l'évidence devant les violations permanentes des Droits de l'Homme et devant l'exercice du pouvoir."

L'organisation des juristes a dénoncé que les corps de police emprisonnent des personnes sans mandat d'arrêt du juge compétent et que les interventions et les pressions des militaires et des policiers sur la Cour Supême "contribuent à désorienter la population qui met en doute dès lors l'efficacité de la Justice et du Droit guatémaltèque. D'autre part l'autorité morale de l'Etat est elle-même sérieusement mise en cause."

Le 9 mai, le général MEJIA VICTORES rétorque aux juristes: " Ils peuvent émettre leur opinion comme n'importe quel citoyen". Sans autre commentaire.

Aide économique, Droits de l'Homme et élections. Mme KIRKPATRICK

Pour obtenir l'aide économique des Etats Unis le gouvernement du Guatemala devra: "corriger les abus massifs exercés au sujet des Droits de l'Homme" a affirmé le 3 mai Jeanne KIRKPATRICK ambassadeur des Etats Unis à l'ONU. "Ceci est très important pour les américains ainsi que pour notre Congrès et l'administration".

Dans une entrevue publiée au journal "El Grafico" Madame KIRKPATRICK a cependant souligné que contrairement à ce que l'on croit, les Etats Unis ont apporté au Guatemala une aide importante "En 1983, le gouvernement des Etats Unis a apporté 76,6 millions de dollars d'aide économique au Guatemala".

Et l'Ambassadeur a ajouté: "Il y en a parmi nous qui croyons que l'aide apportée au Guatemala doit être encore plus importante." Pour 1985 l'Agence Internationale pour le Développement (AID) a sollicité 96 millions de dollars.

"Cependant, à l'avenir, l'aide économique que les Etats Unis apporteront au Guatemala dépendra de la validité des élections qui auront lieu le 1er Juillet prochain.

Le Département d'Etat recommande l'aide militaire et économique

Au Guatemala les violations des Droits de l'Homme se poursuivent: séquestrations et assassinats politiques. Le 2 mai Langhorne MOTLEY, Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires latinoaméricaines déclare: "Mais les Etats Unis doivent apporter de l'aide économique et militaire au régime guatémaltèque.

Dans un discours prononcé devant le sous-comité sénatorial pour les Affaires Occidentales, MOTLEY a rendu responsable le régime de LUCAS GARCIA de très grandes violations des Droits de l'Homme.

"Il est indéniable que des changements politiques importants ont eu lieu depuis 1981 a dit MOTLEY pour qui le gouvernement de MEJIA a obtenu "des résultats positifs".

"Des élections libres au Guatemala : impossible" (PSD)

"Les constantes violations des Droits de l'Homme et le manque de respect à l'opposition politique de la part du régime militaire ne permettront pas la mise en place d'élections authentiquement libres" (cf. document du Parti Socialiste Démocratique daté du 4 mai)



Le PDS, dans la clandestinité, membre de l'Internationale Socialiste, demande au gouvernement : "que cesse la répression, que soient immédiatement dissouts les groupes de répression, que soit envisagé le retour des exilés et des réfugiés". Ils veulent aussi que soient châtiés les responsables et les exécutants de la torture, des séquestrations, des disparitions, des assassinats et des massacres.

La prise de position des sociaux-démocrates exige le respect des libertés démocratiques, l'existence des forces d'opposition. Elle revendique que soient reconnus les droits d'association et syndicaux, de paysans et étudiants.

Un dirigeant paysan déclare: "Il n'y a pas de démocratie sans liberté."

Le 8 mai, lors de la Rencontre Syndicale Internationale pour la Paix à Managua Nicaragua, Carlos MARTINEZ, représentant des travailleurs temporaires des Hauts Plateaux Occidentaux du Guatemala déclare que "là où il n'y a pas de liberté de travail, il y a répression et donc pas de démocratie". Il poursuit: "Je crois que le gouvernement essaye, par tous les moyens, de se légitimer, afin de pouvoir recourir à la violence contre le peuple, non sans l'accord tacite du gouvernement nord américain."

Le dirigeant paysan affirme que tant les travailleurs de la ville que ceux de la campagne, connaissent une situation critique, produit d'une répression systématique et croissante du gouvernement contre la population.

#### Violence envers les hommes politiques

La première semaine de mai, le Parti National Renouveau a dénoncé que son dirigeant Alejandro MALDONADO AGUIRRE a reçu des menaces de mort.

En même temps, le 6 mai, au nord ouest, dans le département de Huehuetenango Juan Pablo JUMENEZ, candidat député à l'Assemblée Nationale Constituante pour le Parti Union du Centre National a été jetté en prison et violemment maltraité par les forces du gouvernement.

D'après les partis politiques qui tiennent pour responsables de ces faits les membres des forces du gouvernement, depuis le mois d'octobre 1983, il y a eu au moins 57 arrestations de dirigeants ou de responsables politiques qui ont été assassinés ou séquestrés.

#### Détérioration des institutions de l'Etat.

Le 3 mai le Parti National Renouveau (PNR) a dénoncé que la crise de l'Etat et de ses institutions est parvenue à son plus haut niveau.

Le document du PNR signale aussi: "Qu'autour de nous et quelque soit le lieu d'où l'on regarde, nous ne rencontrons que la mort, la faim, la dénutrition, l'analphabétisme, le chômage, la violence, la lutte pour le pouvoir, son mauvais usage et son abus."

"A cet instant, ajoute-t-il, nous ne devons ni ne pouvons nous taire parce que notre silence nous rendrait complices de l'angoisse et de la solitude qui nous affligent, complices d'un gouvernement fantoche, complices du martyr d'un peuple qui ne désire que la paix."



### Des réunions politiques avec port d'armes

Le 7 mai, selon des sources de la presse, les Mouvements authentiques de Libération Nationale et Centrale Nationaliste de l'extrême droite se sont coalisés pour les élections à l'Assemblée Nationale Constituante de Juillet prochain donnant lieu à une concentration politique dans la ville orientale de Chiquimula où "on a pu observer une présence très importante de port d'armes sans aucune discrétion".

Gustave LOPEZ SANDOVAL, ministre de l'Intérieur a reconnu "que les partis politiques étaient fortement armés". Il a demandé à ce que les gouverneurs des régions opèrent un contrôle sur les armes que détiennent les hommes politiques.

En ce qui le concerne, le général Rodolfo ZAMORA, chef d'Etat major de l'armée n'accorde qu'une importance insignifiante à cette situation et a ajouté: " Il s'agit d'armes de petit calibre qui servent à assurer la protection qu'ont sollicité les hommes politiques."

### - INSURRECTION -

=====

### Vingt six morts dans la police

Le 9 mai le colonel Mario RAMIREZ RUIZ, porte parole officiel de la police a déclaré que dix policiers avaient été abattus, que 16 avaient été blessés à la suite d'attaques lancées au cours des derniers jours dans la ville Ciudad de Guatemala.

Le porte parole politique qui ne donne aucun détail au sujet de ces actions a dit qu'une patrouille avait été attaquée le 8 dans la Zone 6 de la capitale par les occupants d'une automobile.

De son côté le général MEJIA VICTORES, en se référant à la lutte contre l'insurrection a admis: " Nous avons perdu beaucoup de personnel militaire depuis 20 ans que nous luttons".

### - DROITS DE L' HOMME -

=====

### Descente de troupes dans un village: 8 victimes.

Le 4 mai dans un village de Amparo à El Tumbador, à l'ouest du département de San Marcos, 2 personnes ont été assassinées et 6 séquestrées lors d'une incursion d'éléments de l'armée gouvernementale.

Selon des reporters, des faits comme ceux qui se sont produits à Amparo ont été fréquents au cours des dernières semaines dans la zone ouest du pays.

Le 8 mai le poste émetteur "Patrullaje Informativo" a assuré que des hommes armés avaient effectués de constantes incursions dans les communautés rurales. Des paysans sans défense ont été séquestrés. Un exode vers les centres urbains et le Mexique s'en est suivi.

### Les tribunaux spéciaux saisis de demandes de révision de sentences



Le 9 mai un mémoire adressé à l'intention du Président de la Cour Suprême dénonce que des procès ont été manipulés et que les juges secrets avaient obligés les personnes condamnés à de longues peines de prison par des tribunaux d'exception aujourd'hui abolis à signer des déclarations dont ils ignoraient le contenu "ils nous ont demandé de l'argent en échange de notre vie et dans le cas contraire nous finissons au poteau d'exécution" ont ajouté les dénonciateurs qui demandaient la révision de leur procès.

Tomas BAUDILLO NAVARRO, nouveau président de la Cour Suprême a demandé au chef de l'Etat la publication d'un décret de loi qui permette la révision des sentences rendues par ces tribunaux.

Les tribunaux d'exception qui furent créés par le régime du général RIOS MONTT en Juillet 1982 ont fonctionné 14 mois pendant lesquels il y a eu 15 condamnations à mort et plus de 100 longues peines de prison.

#### Sequestration d'universitaires

Le 8 mai, Eduardo MEYER, recteur de l'université a déclaré que dans les derniers jours Leon PALACIOS, Gerardo RIVERA AREVALO et Moises Saul ARRIAGADA de LEON, étudiant de droit, de sciences de la communication et de médecine avaient été sequestrés.

Selon l'association des étudiants de droit: "Il y avait plusieurs véhicules du type de ceux que les forces gouvernementales de sécurité ont utilisés" lors de l'arrestation de Leon PALACIOS.

Le 8 mai M. ARRIAGADA de LEON a été retrouvé avec des lésions et des coups partout sur son corps. Carlos Enrique ERICASTILLA GARCIA, anthropologue, antérieurement séquestré à son domicile a été retrouvé moribond, torturé et portant de graves blessures sur son crâne

#### La violence officielle continue

Entre le 26 avril et le 9 mai, selon des reportages de la presse et des organismes de secours humanitaires, 42 personnes furent assassinées.

A la même période, 61 personnes avaient été sequestrées et 67 autres avaient été blessées par les forces de sécurité.

Parmi les personnes sequestrées, 9 furent libérées par celles qui les avaient arrêtées; 7 le furent aussi après avoir été soumises à des tortures ou à des interrogatoires extrajudiciaires et les 2 autres le furent après que leur famille eut présenté une demande de présentation personnelle contre les autorités militaires de Santa Cruz au Quiche.

- REFUGIES -  
=====

#### "Ce sont les Kaibiles" dit un survivant blessé

Le 6 mai Andrés BALTAZAR réfugié guatémaltèque qui a survécu à l'attaque lancée le 30 avril contre le camp de "El Chupadero" dans l'état de Chiapas, a rendu responsable de cette agression, les "Kaibiles" (les forces guatémaltèques spécialisées dans la contre révolution)

Andrés BALTAZAR a reçu une balle dans la tête au moment où il a voulu prendre dans



ses bras son fils d'un an et s'enfuir.

"C'était les Kaibiles, je les ai parfaitement reconnus, a dit le réfugié à l'envoyé spécial du journal "Exelcior".

#### Explications officielles contradictoires

Le 8 mai, Jose BERNAL, secrétaire exécutif de la Commission des Droits de l'Homme au Guatemala, a affirmé au journal "Uno mas uno" : "Le gouvernement du Guatemala est entré dans de sévères contradictions au sujet des réfugiés assassinés."

BERNAL a observé que l'ambassadeur du Guatemala à Washington a déclaré que les camps de réfugiés guatémaltèques au Mexique sont des "tanières de guerrilleros" tandis que l'ambassadeur du Mexique a affirmé que les agresseurs des réfugiés étaient des "subversifs camouflés dans des uniformes guatémaltèques."

Le fonctionnaire de la CDHG a affirmé que si les responsables de l'agression sont des soldats guatémaltèques, une preuve supplémentaire sera apportée pour dénoncer la politique de violation des Droits de l'Homme pratiquée par le régime guatémaltèque.

#### Protestation au Mexique

Dans une note présentée par le gouvernement mexicain au Ministère des Relations Extérieures du Guatemala et diffusé le 3 mai par le secrétariat des Relations Extérieures du Mexique, le gouvernement du Mexique rend responsable le gouvernement du Guatemala de l'agression qui s'est déroulée le 30 avril et exige que commence immédiatement des investigations exhaustives pour identifier les auteurs de ces assassinats qualifiés de répugnants. Ils exigent aussi que les responsables soient sanctionnés conformément à la loi.

Le document ajoute que "Le gouvernement du Mexique demande au gouvernement guatémaltèque qu'il prenne les mesures nécessaires pour que ne se reproduise pas des incidents graves de ce genre de la part du Guatemala."

Un porte parole de la Chancellerie Mexicaine précise qu'à aucun moment il n'a été établi que les hommes qui ont pénétré sur le territoire mexicain étaient des guatémaltèques. Il a demandé également que des recherches soient lancées afin de déterminer exactement s'il s'agissait de membres des forces armées de ce pays.

#### Le gouvernement du Guatemala décline toute responsabilité

Le 9 mai, le général MEJIA VICTORES a déclaré que les forces de sécurité du Guatemala n'avaient pas violé la frontière mexicaine.

Il a aussi affirmé que son gouvernement ne pouvait pas faire une recherche sur la mort des réfugiés guatémaltèques du camp de Chiapas, puisque cela s'est produit en territoire mexicain.

Pour sa part le chancelier Fernando ANDRADE DIAZ DURAN, dans un communiqué dirigé à l'ambassadeur du Mexique au Guatemala, Rafael MACEDO, a fait remarquer : "qu'un pays qui reçoit des réfugiés s'engage juridiquement et politiquement à veiller à leur sécurité."

#### Le Mexique transfèrera les réfugiés

Le 9 mai, le gouvernement du Mexique a pris l'engagement de mettre un terme aux



80 campements de réfugiés guatémaltèques situés à la frontière du pays, a annoncé le secrétaire du gouvernement Manuel BARTLETT. BARTLETT a ajouté que les 46.000 réfugiés seront devant deux options: ou se rapatrier ou accepter leur transfert dans l'état mexicain de Campeche.

Le fonctionnaire a précisé que sur la frontière il n'y aurait plus de camps de réfugiés et il a donné l'assurance que le gouvernement du Mexique fera un effort considérable pour la sécurité et l'hébergement de ces réfugiés. (Fin)

.....